

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES ENTREPRISES DU MAROC

LES PRINCIPALES PRESTATIONS OFFERTES A NOS ADHERENTS



1 Représentation du secteur privé et assistance des membres



Les commissions permanentes

Les 15 commissions permanentes de la CGEM constituent une force de réflexion et de proposition sur les principales thématiques touchant la compétitivité des entreprises : Droit ; Economie ; E-Entreprises ; Emergence ; Emploi ; Environnement ; Fiscalité ; Formation ; Label ; Logistique ; Lutte contre la corruption ; PME ; Prévention des Risques ; Proximité Sociale et Règles de médiation.

Les instances nationales

La CGEM représente également ses membres au sein de diverses instances nationales, couvrant notamment les domaines suivants : Protection sociale et Emploi ; Formation ; Marchés Financiers et Comptables ; Recours Fiscal ; Consultation en matière douanière.

2 Promotion des relations internationales



La CGEM contribue à la consolidation des relations extérieures ; elle assiste les hommes d'affaires étrangers intéressés par le marché marocain ou l'investissement au Maroc. La CGEM organise également des rencontres avec des entreprises marocaines et étrangères.

Les comités mixtes, créés avec les organisations patronales de plusieurs pays, constituent un cadre adéquat de promotion des échanges et de partenariat avec les entreprises de ces pays.

3 Information : CGEM Infos un bulletin hebdomadaire



CGEM Infos est l'outil de communication de la Confédération à destination de ses membres (entreprises, fédérations, associations). Il est distribué également aux conseillers économiques des Ambassades du Maroc à l'étranger, aux administrations publiques marocaines ainsi qu'aux organismes internationaux présents au Maroc.

4 Organisation de séminaires, conférences et rencontres



La CGEM organise régulièrement, en collaboration avec des partenaires nationaux et internationaux de renom, des manifestations aux plans national et régional sur des thématiques variées liées à l'entreprise et à son environnement.

5 Facilitation des procédures de demandes de visas Schengen



La CGEM a mis en place, en collaboration avec les Consulats Généraux de France, de Belgique et d'Italie à Casablanca, des dispositifs de facilitation des demandes de visas au bénéfice des adhérents, dans le cadre de voyages professionnels.

Avantages offerts aux membres :

- Mise à disposition de guichets ou plages horaires dédiés permettant un accueil privilégié des adhérents de la CGEM ;
- Réponse dans les 48 heures suivant le dépôt de tout dossier complet de demande de visa ;
- Possibilité de retrait des documents par une tierce personne.



Le Centre d'études sociales, économiques et managériales (CESEM) de l'Institut des hautes études de management (HEM) se veut un lieu de réflexion et d'accompagnement critique des décideurs à travers les travaux qu'il publie dans La Revue Economia. C'est ainsi qu'au-delà de ses diverses investigations, le CESEM a constitué un groupe de réflexion, baptisé Collectif Stratégie, qui se réunit en trois sessions annuelles et a pour mission d'initier, à la suite d'une communication centrale et de réactions programmées à l'avance, une analyse méthodique et des pistes de propositions, sur une question à portée stratégique.

La première rencontre effective du Collectif, programmée le samedi 19 janvier 2008 a examiné ce qu'on entend par « stratégique », afin d'entamer par la suite l'étude d'un certain nombre de questions relevant de cette dimension. La quintessence de la séance, marquée par l'exposé de Mohamed Tozy et la réaction des discutants (lire p.38-50), a consisté à relever que le stratégique suppose comme préalable, une vision des objectifs ultimes, puis des objectifs intermédiaires que l'on souhaite atteindre.

Si la vision repose, comme cela semble se dégager de la majorité des interventions, sur le fait de s'inscrire dans les valeurs universelles, en faisant de notre réflexion sur les données positives de notre spécificité un moyen de contribuer à leur évolution,

si notre objectif final consiste à faire émerger une société d'excellence, de solidarité et de culture visant à assurer aux citoyens éducation, culture, santé et réponses aux besoins matériels dans une ambiance de récompense de l'effort, de la créativité, mais également d'égalité des chances, si on arrive à chiffrer des objectifs intermédiaires en terme de période, émergent alors les choix stratégiques à mettre en évidence.

Autrement dit, partant d'une vision et d'objectifs clairement définis, le décideur se trouve souvent confronté à différents choix stratégiques. A titre d'exemple, lorsqu'on parle du système éducatif marocain, l'objectif étant la

Fondements d'une réflexion stratégique

culture du citoyen, la généralisation de l'accès à l'école et la réponse aussi bien en programme d'emploi valorisant pour les formés qu'en besoin d'encadrement de la société, les questions stratégiques qui supposent différentes options sont les suivantes : les valeurs, la langue, la sélection, l'encadrement et le financement...

C'est donc autour d'un certain nombre de problématiques aussi fondamentales, concernant aussi bien des choix de société que des options de gestion et de management que le Collectif Stratégie organisera ses futures sessions.

sommaire

REPÈRES

- 6 Casablanca, métropole internationale ?
Par Laetitia Grotti
- 8 Carnet de bord
Agenda, colloques, études...
par Laetitia Grotti
- 10 Le point sur la conjoncture
(Investissements, Taux de chômage, balance des paiements, Indice des prix ...)
Par Ismaïl Zaghloul

ECONOMICUS

- 14 Que cache le taux d'inflation ?
Par Hicham Benjamaâ

- 18 Développement économique : L'obsession IDE
Nos territoires sont-ils attractifs ?
Par Driss Benali

- 24 Quand l'Europe du Sud mise gros
Par Halima Ouzzif et Fouad Ammor
- 30 Le point de vue de l'économiste
Quel modèle économique pour le Maroc ?
Par Omar Alaoui

- 34 L'aéronautique, un investissement porteur ?
*Entretien avec Abdelhamid Benbrahim El Andaloussi
Propos recueillis par Laetitia Grotti*

LE STRATÈGE

- 38 COLLECTIF STRATEGIE
Vous avez dit stratégie ?
Synthèse par Driss Ksikes
- 40 Evaluation des rapports stratégiques
Par Mohamed Tozy

- 44 *Paroles de discutants*
(Mohamed Cherkaoui, Mouna Cherkaoui, Mohamed Ali Ghanam et Mustapha Laarissa)
- 48 *Débats et commentaires*
- 52 L'Union méditerranéenne : un beau discours ou une bonne idée ?
Par Bishara Khader
- 64 La chronique du stratège: Faut-il avoir peur de la récession aux E.U ?
Par Alfredo VALLADAO

ÉTUDES ET SONDAGES

- 66 DERB GHALLEF : Le bazar de l'informel
- 68 Jouteya, la résilience des exclus
Par Jamal Khalil
- 82 Un souk entre le formel et l'informel
Par Rajaa Mejjati Alami
- 95 Evaluation d'un système fiscal controversé
Najib Akesbi, avec Sara Khalladi



Sur la couverture

Dans le langage familier, «bazar» est un lieu marqué par le désordre et l'accumulation d'objets hétéroclites. La Jouteya de Derb Ghallef a ce double sens. Mais cette étude révèle aussi la capacité inégale des tenanciers à s'en sortir, voire à s'enrichir, et la nécessité d'y voir de plus près pour distinguer les frontières floues entre le formel et l'informel.

La revue ECONOMIA

La Revue Economía est éditée par HEM, à travers le Centre d'Etudes Sociales, Economiques et Manageriales (CESEM)

Directeur de la publication
Abdelali Benamour
Directeur de la rédaction
Driss Ksikes
Comité scientifique de lecture
Fouad Ammor - Mohamed Bouslikhane
Noureddine Cherkaoui - Abdelmajid Iberrissoul - Jamal Khalil - Abdellah Labdaoui - Halima Ouzzif - Ali Serhrouchni
Ismaïl Zaghloul
Comité de rédaction
Fadma Aït Mous - Hicham Benjamaâ
Loubna Chiguer - Laetitia Grotti
Sara Khalladi - Saad Maâzouzi

Chroniqueurs
Nadia Alaoui Hachimi - Omar Alaoui
Mouhcine Ayouche - Alfredo Valladao
Ont collaboré à ce numéro
Najib Akesbi - Rajaa Mejjati Alami - Smaïl Alaoui Hafidi - Driss Benali - Bishara Khader
Jamal Khalil - Mohamed Tozy
Réécriture et édition : Catherine Alix-Mascart
Correction et relecture : Habib El Amrani
Conception maquette : Tristan Lastennet
Directeur artistique : Hicham Zemar
Mise en page : Amine Khalil

Photo couverture
Albert Albert / Soleil noir production
Photos presse : AFP et AIC press
Abonnements : KMC consultants
Assistante : Saadia Khbizi
Documentation : Khalil Badi
Impression : Idéale
Distribution : Sochepress
Adresse
2, Rue Jaafar Essadik - Agdal, Rabat (Maroc)
Tél : 00 212 37 673746
Fax : 00 212 37 672204
<http://www.cesem.ma>
Dépôt légal : 2007 / 0137
ISSN et Dossier de presse : En cours
Ce numéro a été tiré à 3000 exemplaires



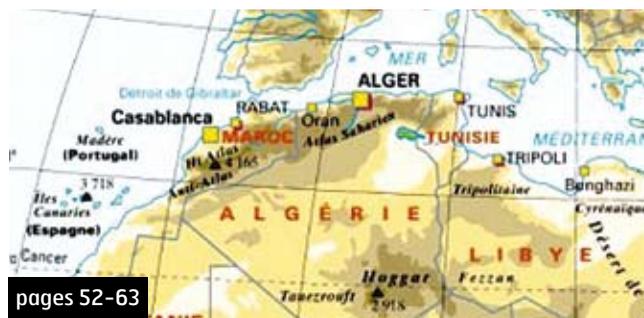
pages 18-33

Le Maroc a fait le choix des IDE. Mais nos territoires sont-ils attractifs ? Qui investit quoi et combien au Maroc ? Ne sommes-nous pas prisonniers du modèle-IDE ?



pages 38-50

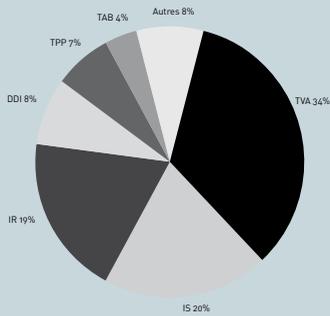
Qu'entend-on par « stratégie » dans un Maroc politiquement balbutiant ? Qu'entendent par là nos bailleurs de fonds ? Quel pourrait être l'apport du Collectif Stratégie sur ce sujet ? Réponse à travers l'exposé de Mohamed Tozy, qui évalue les rapports stratégiques, internes et externes, puis les réactions qui ont suivi.



pages 52-63

Encore au stade d'idée, l'Union méditerranéenne de Nicolas Sarkozy suscite déjà bien des oppositions et soulève bien des problématiques : avec qui, selon quel calendrier, quelles modalités d'union, quels pouvoirs, quelles relations avec l'UE ? Mais aussi, quels vœux affichés, quels desseins inavoués, quels buts ? Vaste(s) chantier(s) !

Concentration fiscale, 2008



pages 96-103

Suite au lancement de réformes fiscales dans le projet de loi 2008, il nous a semblé nécessaire de faire le bilan de la réforme initiale entamée en 1984 et qui se voulait « structurelle ». A-t-elle atteint ses objectifs ? En quoi les politiques économiques menées depuis en ont-elles dévié ? Dans ce premier volet de l'étude, le système fiscal est évalué en terme d'efficacité.

104 **Mon point de vue**
Formaliser l'informel,
pour quoi faire ?
Par Driss Ksikes

**Workshop de la
compétitivité**

106 **Comment valoriser la
R&D au Maroc**
L'Etat a-t-il une stratégie ?
Quel rôle pour
les entreprises ?
Comment conjuguer
privé et public ?
Modéré par Hassan Fnine
et Mouhcine Ayouche
*Coordonné et synthétisé
par Laetitia Grotti*

LE MANAGER

114 **Cas d'entreprise**
Arganoil,
la force du terroir
Par Noureddine Cherkaoui

122 **Enquête**
Expatriés français et
management interculturel
Par Smaïl Alaoui Hafidi

126 **Chronique du manager**
Y a-t-il un
management alternatif ?
Par Mouhcine Ayouch

CARTE BLANCHE

128 **Champ libre**
*Grande interview avec
Mohamed Cherkaoui :*
« Les décideurs ont une
connaissance très
élémentaire de la société »
*Propos recueillis par
Driss Ksikes
et Fadma Aït Mous*

138 **Dernier mot**
A qui profite la flambée
de l'immobilier ?
Par Nadia Alaoui Hachimi



pages 128-137

Avec rigueur et efficacité, le sociologue marocain, Mohamed Cherkaoui, analyse tour à tour les rapports de l'Etat avec les sciences sociales, le Sahara, le fondamentalisme, l'école... met le doigt sur erreurs et blocages, et bat en brèche bien des idées reçues. Propos percutants d'un chercheur de renommée internationale, aussi discret qu'exceptionnel.

Rentabiliser votre communication ?



Kompass, votre solution !

appelez le
022 777 100



Casablanca, *une métropole internationale ?*

Elargissement du port de la capitale économique, mise à niveau du maillage routier, réduction de la pollution, mise en place d'une trame régionale, aménagement du front de mer, création de près de 2,2 millions d'emplois en 2030, préparation d'espaces dédiés aux activités spécifiques et création de zones industrielles et de technopoles, autant de projets figurant sur l'agenda du plan de développement stratégique de Casablanca. Ce dernier, présenté le 17 décembre dernier au comité stratégique de pilotage, devrait se traduire, dans les prochaines semaines, en schéma directeur d'aménagement urbain (SDAU). Ses promoteurs, en particulier Mohamed Sajid, président du Conseil de la ville et Mohamed Kabbaj, wali de la région casablancaise, ont également prévu le développement du tourisme d'affaires, la création d'une plate-forme logistique de fret, l'aménagement d'espaces réservés à la construction, sur la périphérie de Casablanca, de logements en faveur de la classe moyenne. Sur le plan culturel et sportif, des projets de taille, comme la construction d'un théâtre - opéra et de nouveaux complexes sportifs, dont un grand stade de 80 000 places (prévu à Sidi Moumen), sont également programmés.

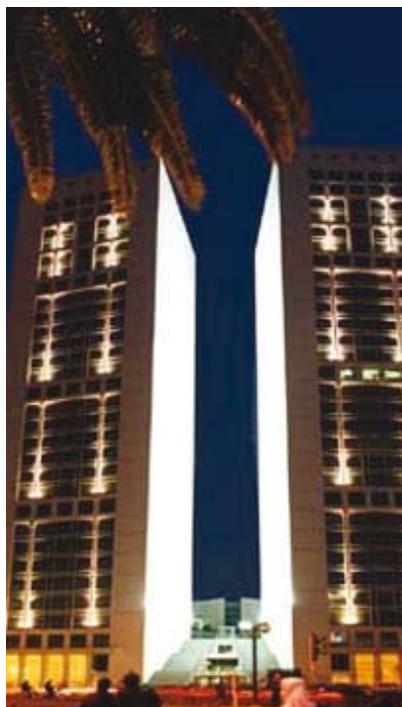
20 000 hectares ouverts à l'urbanisation, mise en place d'un nouveau schéma directeur d'ensemble et de dix plans d'aménagement locaux, autant de signes de la volonté qui préside à la relance d'une stratégie métropolitaine. Quel grand Casablanca pour 2030 ? Et si l'on rêvait un peu ? Etat des lieux... sur papier !

Le plan comporte d'autres projets «audacieux» comme une marina, une deuxième corniche ou encore un palais des congrès.

De la léthargie à la réflexion

Les acteurs locaux, longtemps endormis, semblent s'être enfin attelés à redéfinir un projet métropolitain pour la capitale économique du pays, dont l'urbanisation a longtemps été caractérisée par son anarchie. Depuis 2003, de nouvelles interrogations, liées à un réel sentiment d'urgence, mis cruellement en lumière par les attentats meurtriers qui ont secoué la capitale économique, ont présidé à la réflexion portant sur le nouveau projet de ville. Comment aller vers une vision urbanistique cohérente ? Comment garder sa place dans la compétition internationale ? Comment amener les établissements publics de Casablanca à converger ensemble vers des projets d'avenir ? Comment faire pour que la politique de développement du port fasse partie intégrante du développement de la ville ?

Portée par le volontarisme d'un



Mohamed Sajid, élu depuis 2003 à la tête du Conseil de la ville, et par le soutien du wali de région, Mohamed Kabbaj, la relance d'une stratégie métropolitaine a été pilotée par l'Agence urbaine de Casablanca (AUC), en collaboration avec l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile de France (IAURIF). Elle s'appuie sur la mise en place d'un nouveau schéma directeur d'ensemble et de dix plans d'aménagement locaux, pour lesquels des appels d'offres ont été lancés : Dar Bouazza, Zenata, Hay Hassani, Sidi Moumen, Roches Noires, Ain Sebaâ, Bernoussi, Médiouna, Ain Chock et El Fida-Derb Soltane.

Des chiffres, des hectares et des maquettes

Selon les études réalisées par l'Agence urbaine, Casablanca sera habitée d'ici 25 ans par 5,1 millions d'habitants (3,7 en 2004 selon le recensement général). Le besoin en création d'emplois est estimé à 750.000 postes. Les Casablancais consommeront deux fois plus d'eau, les déchets de la ville doubleront et le nombre de véhicules sera multiplié par quatre. Pour s'atteler à la résorption de ces contraintes, le nouveau schéma s'appuie sur près de 20 000 hectares ouverts à l'urbanisation. Près du quart sera dédié à des activités économiques, tourisme, industrie et services....

La tranche la plus importante de foncier mobilisable concerne 1 350 hectares dans les quartiers de Sidi Moumen, Sbata et Sidi Othmane-Moulay Rachid. Dans la région de Zénata, c'est une nouvelle ville entièrement équipée et autonome qui va être bâtie sur 2000 hectares et qui est destinée à absorber la pression démographique que connaissent les quartiers Est de la métropole. Le

premier coup de pioche y est prévu pour mars 2008. Le début de cette même année devrait également connaître le démarrage des travaux d'aménagement des 350 hectares de l'ancien aéroport d'Anfa. Résidences de standing, centres commerciaux et centres d'affaires sont prévus pour ce nouveau centre-ville de Casablanca. Une convention d'investissement a par ailleurs été signée entre l'Etat et Sama Dubaï, pour l'aménagement d'une marina dans l'hyper-centre. D'autres projets sont également



dans les tuyaux, quand ils ne se concrétisent pas déjà, à l'instar de Casanearshore, premier business park de la métropole, construit sur 53 hectares, ou encore de Casa City Center, développé par le groupe Accor. Un plan de développement régional touristique pour lancer d'ici 2012 la destination « Casablanca » a également été conçu, ainsi qu'un programme de résorption des bidonvilles et un nouveau plan des déplacements urbains (PDU) comprenant plusieurs lignes de tramway, afin de développer les transports urbains en site propre.

Intégration, développement, avec quelle gouvernance ?

Renforcement de la capacité productive de la métropole, capacité d'intégration et notion de ville durable : telles sont les grandes lignes de

la stratégie arrêtée pour repositionner Casablanca à l'échelle internationale. Un positionnement qui, plus qu'un choix, relève d'une véritable nécessité à l'heure où la compétition globale n'a plus lieu entre pays, mais entre villes. Une compétition, nous dit l'association Métropolis¹ impliquant aussi bien les investisseurs que les talents. Et de citer l'exemple de Manhattan, où l'un des quartiers les plus pauvres, Meatpacking district, s'est développé grâce à la mode, à l'art et à la technologie, avant de

devenir un quartier très tendance. Même chose à Dublin, où le centre de la ville et sa ceinture se sont développés grâce aux NTIC, aux artistes et aux services financiers. Plus proche de nous, l'exemple de Bilbao et son musée Guggenheim fait rêver nos décideurs locaux.

Reste qu'après les premiers jalons (indispensables) posés et les premiers coups de pioche donnés, des questions aussi épineuses que celles du financement ou celles des institutions à mettre en place pour mener à bien tous les projets demeurent d'actualité. Prochain chantier : la réforme de la charte communale et partant de là, celle de la gouvernance ? ■

1 A l'initiative de Paris, l'association a été officiellement créée en avril 1985, à Montréal, par les représentants de 14 grandes métropoles et capitales. Tous les trois ans, un congrès mondial réunit les membres dans l'une des villes adhérentes. L'objectif principal de l'association est d'améliorer la qualité de vie des habitants de ces cités, par un échange d'expériences, un transfert de savoirs et une coopération dans tous les domaines.

sont identifiés comme les principaux moteurs des progrès technologiques dans les pays en développement. Reste que leur adoption dépend d'un certain nombre de facteurs dont la gouvernance et le climat des affaires, les connaissances technologiques de base, le financement des entreprises novatrices et les politiques gouvernementales proactives.

Si le rapport nous apprend que l'écart technologique entre les pays riches et pauvres reste important et qu'il est « probable que cette situation demeure ainsi pour la majorité des pays en développement » (ce qui, à proprement parler, n'est pas franchement une nouveauté), il nous renseigne également sur la rapidité avec laquelle les pays en développement absorbent les nouvelles technologies. Ainsi, les pays à faibles revenus ont progressé deux fois plus vite que ceux aux revenus élevés depuis le début des années 90. Il n'empêche que, bien qu'au cœur de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté, les progrès technologiques ne constituent pas le remède miracle (loin s'en faut!) et ne dispensent pas les États de poursuivre leurs efforts en matière d'infrastructures de base, telles que les routes et les systèmes de santé et d'éducation.

AGENDA ♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦

22 février et 21 mars 2008 : « Penser l'économique et le social aujourd'hui », telle est la thématique retenue pour « Les vendredis de la Connaissance », un nouveau rendez-vous mensuel, initié par l'institut CDG, le Centre Jacques Berque, le Centre d'études et de recherches en sciences sociales de l'Université Mohammed V et l'Institut français de Rabat en 2008.

Les trois premiers rendez-vous (le 1er s'est tenu le 18 janvier), axés

sur « la ville en devenir » abordent des arguments particulièrement prégnants dans nos cités confrontées à une démographie croissante, un



exode rural important et à un développement tentaculaire : « gouverner et financer les villes », « anticiper et gérer les risques urbains » et « orienter le développement urbain ».

4 mars 2008 : Dans un pays semi-aride comme le Maroc, qui connaît un risque réel de pénurie chronique d'eau, la question des gaspillages se pose avec acuité. Hakima Haiti, ingénieure en génie civil (EMI) et directrice du bureau d'études Eau Globe, présentera lors d'un débat organisé à l'Institut français de Rabat les alternatives que peut envisager le Maroc pour pallier cette pénurie, tout en tenant compte de la formidable expansion de ses villes.

6 mars 2008 : Que peut la politique et, à travers elle, le politique ? Les hommes politiques ont-ils vraiment la capacité de réformer, d'innover, de changer le cours des choses ? Le débat sera ouvert à 19 heures, à la médiathèque de l'Institut français de Casablanca, et mené par Daniel Bensaïd, professeur de philosophie à l'Université Paris VIII, qui, en ce début d'année, publie chez Albin Michel un *Eloge de la politique profane*.

27-28-29 mars 2008 : Complexes, les relations Orient-Occident ? C'est le moins que l'on puisse dire, au sortir d'un siècle ponctué par les crispations identitaires, après le 11 septembre 2001, les guerres d'Afgha-

nistan et d'Irak, sans compter les mutations générées par la globalisation. Les Rendez-vous de l'Histoire, événement dorénavant institution-

nalisé par les spécialistes marocains de la discipline, se veulent un lieu de débat pour « déconstruire les discours » dont sont l'objet ces deux entités (Orient et Occident) et pour mettre en évidence la complexité des rapports, des représentations et des interactions liant (ou opposant) les deux. Rendez-vous à l'Institut français de Rabat.

A SAVOIR ♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦

- Mediamed : Le nom de ce nouvel outil est à retenir, son adresse web à inscrire dans les favoris : <http://mediamed.mmsh.univ-aix.fr>. Ce nouveau site se veut un outil multimedia sur les sciences humaines dans le monde méditerranéen et ce, sous forme de chaînes thématiques ou éditoriales, à partir des activités et des projets scientifiques menés au sein de la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme (MMSH).

- L'Institut de recherche pour le développement (IRD), dont la mission est d'élaborer des recherches économiques, sociales ou culturelles, dans la perspective d'un développement durable, lance son site web : www.ird.fr/maroc. Cet établissement public français à caractère scientifique, placé sous la double tutelle des ministères chargés de la recherche et de la coopération est implanté sur tout le globe. ■

Le point sur la conjoncture

Par Ismaïl Zaghloul
Economiste, CESEM

BUDGET DE L'ETAT 2008

Trop optimiste ?

La loi de finances de l'année 2008 s'inscrit dans la continuité. Seule la réduction du taux de l'impôt sur les sociétés qui passe de 35 à 30% constitue une mesure phare, bien qu'elle ait été déjà annoncée par le précédent gouvernement. Comme nous l'avons dit dans notre précédente livraison, on peut poser la question du réel impact de cette mesure sur la relance économique et se demander s'il n'aurait pas été plus judicieux de porter plus l'attention sur l'allègement du taux de la taxe sur la valeur ajoutée ou, encore, celui de l'IR, pour revigorer la demande intérieure. Trois points méritent cependant d'être notés qui caractériseront le budget 2008 :

- la masse salariale reprend sa progression avec une avancée de 6,7%,

alors que l'on espérait une certaine continuité dans la politique de compression des charges de personnel ;
- les dépenses d'investissement enregistrent une augmentation substantielle (+ 39,0%) ;

- enfin, le problème de la compensation reste posé, en attendant l'engagement d'une réflexion approfondie sur la question, annoncée récemment par un membre du gouvernement. Par ailleurs, le budget de 2008 semble pêcher par excès d'optimisme, dans la mesure où il se base sur des hypothèses de travail peu vraisemblables. Il en est ainsi du prix prévisionnel du pétrole, à 75 dollars, alors que tous les avis autorisés situent ce même prix autour des 90 dollars pour 2008. Il en va de même pour les produits alimentaires et, plus particulièrement, le blé. En effet le budget table sur une production céréalière de 60 millions de quintaux, alors que les enseignements des campagnes pas-

sées incitent à plus de réalisme ; une hypothèse de 40 millions de quintaux aurait été beaucoup plus raisonnable.

LES PRIX

L'alimentaire flambe

Selon le Haut commissariat au plan (HCP), l'Indice du coût de la vie (ICV) (base 100 en 1989) a enregistré, au terme de 2007, une augmentation de 2% par rapport à 2006. Les produits alimentaires ont progressé de 3,2% tandis que l'augmentation pour le reste des produits s'est limitée à 1%.

Les hausses les plus élevées ont été enregistrées à Fès avec 3%, Marrakech avec 2,8%, et Laâyoune avec 2,7%. Les hausses les moins élevées ont été constatées à Tanger (1,8%), Agadir (1,7%) et Casablanca (1,3%). Par ailleurs, l'indice de l'inflation sous-jacente, calculé par l'Institut

Ressources de l'Etat

MDH	2008	2007	Variation
• Ressources du budget général	195 676	179 075	+ 9,3
- Impôts directs et taxes assimilées	57 786	48 177	+ 9,9
- Impôts indirects	52 088	44 190	+ 7,9
- Droits de douane	12 790	12 686	+ 0,8
- Droits d'enregistrement et de timbre	10 153	7 928	+ 28,1
- Produits de cession de participations de l'Etat	3 000	4 500	- 33,3
- Produits de monopoles	6 902	7 993	- 13,7
- Produits de revenus du domaine	286	277	+ 3,2
- Recettes diverses	3 120	2 185	+ 42,8
- Recettes d'emprunts, dons et legs	49 551	51 139	- 3,1
• Ressources des budgets de services de l'Etat gérés de manière autonome	1 668	1 595	+ 4,6
• Ressources des comptes spéciaux du Trésor	49 551	31 924	+ 30,1
Total	238 870	212 594	+ 12,4

Source : ministère des Finances

Charges de l'Etat

MDH	2008	2007	Variation
• Dépenses de fonctionnement du budget général	124 294	109 554	+ 13,5
- Dépenses de personnel	66 960	62 781	+ 6,7
- Dépenses de matériel et dépenses diverses	20 162	17 179	+ 7,4
- Charges communes	34 012	26 294	+ 29,4
- Dépenses imprévues et dotations provisionnelles	3 160	3 300	- 4,2
• Dépenses en intérêts et commissions se rapportant à la dette publique	19 054	19 391	- 1,7
• Dépenses relatives aux amortissements de la dette à moyen et long terme	28 869	39 662	+ 27,2
• Dépenses d'exploitation des services de l'Etat gérés de manière autonome	1 369	1 308	+ 4,7
• Dépenses d'investissement du budget général	36 072	25 958	+ 39,0
• Dépenses d'investissement des services de l'Etat gérés de manière autonome	297	285	+ 4,2
• Dépenses des comptes spéciaux du Trésor	41 355	31 759	+ 30,2
Total des charges de l'Etat	251 310	227 017	+ 10,3

Source : ministère des Finances

d'émission, a enregistré une augmentation de 1,7% de janvier à novembre 2007, par rapport à la même période de l'année précédente.

Toujours selon le HCP, l'indice des prix à la production industrielle, énergétique et minière, arrêté à la fin du mois de novembre et comparé à celui d'octobre de l'année précédente, a enregistré une hausse de 3,1% dans le secteur des industries manufacturières et de 0,8% dans le secteur des industries extractives. Quant à l'indice des prix dans le secteur de la production et distribution d'eau et d'électricité, il n'a pas connu de variation.

LES ECHANGES EXTERIEURS

Un satisfecit relatif

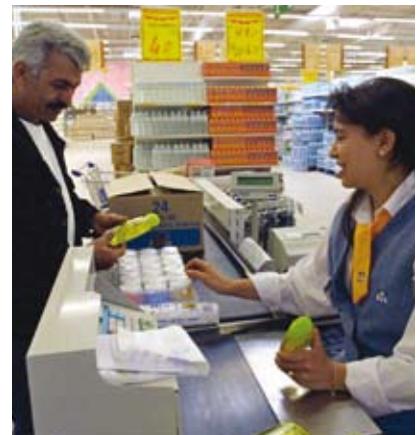
A la fin du mois de novembre, la balance commerciale a poursuivi sa tendance à la dégradation. Le solde commercial est passé de 27 378,8 MDH

en octobre 2007 à 33 050,3 MDH en novembre de la même année, soit une augmentation de 36,5%. De janvier à novembre 2007, les importations ont crû de 21,4% par rapport à la même période de 2006, alors que les exportations n'ont progressé que de 8% au terme de la même période. Le taux de couverture des importations par les exportations est resté inchangé, à 47%.

Les avancées notables réalisées par quelques secteurs leaders à l'exportation n'ont pas suffi à juguler les effets négatifs induits par les importations des produits énergétiques et celles des produits alimentaires. Au niveau des exportations, celles des engrais naturels et chimiques ont progressé de 48,7%, des fils et câbles pour l'électricité de 21,9%, de l'acide phosphorique de 11,5% et des articles de bonneterie de 12%.

Au niveau des importations, le fait nouveau à signaler est la forte poussée des importations de biens alimentaires qui ont marqué une

progression de 66,5% de janvier-novembre 2007, par rapport à la même période de 2006. Quant aux produits énergétiques, notamment le pétrole brut, la pause notée en novembre



2007 n'aura été que de courte durée car, sur la base des cours enregistrés durant les mois de décembre et janvier derniers, le prix du baril se stabiliserait désormais entre 90 et 100 USD.

Le marché mondial des produits ►►

Evolution des prix du pétrole à l'importation



quelque vingt millions de quintaux, explique la progression de 66,5%, enregistrée par les importations de produits alimentaires.

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'énergie, le super-héros

Globalement, l'activité économique mondiale est restée soutenue. Les répercussions du ralentissement de l'activité aux Etats-Unis pourraient être, pour une part, atténuées par la

D'un autre côté, les principaux centres financiers mondiaux continuent à suivre la situation de près, des tensions inflationnistes demeurant toujours possibles à la suite de la volatilité des cours du pétrole et, également, de l'envolée des prix des produits alimentaires.

En effet, les cours du pétrole ont atteint de nouveaux records historiques début janvier, pour se situer à un pic de cent dollars le baril, le 2 du même mois. Pour l'Agence internationale de l'énergie (AIE) la de-

Opérations extérieures (MDH)

Pays de provenance	Janv. – nov. 2006	Janv. – nov. 2007	Variation
Recettes voyages	47 518,5	54 072,3	+ 13,8%
Recettes MRE	43 030,3	50 437,7	+ 17,2%
Recettes investissements et prêts privés étrangers	26 121,5	31 041,1	+ 18,8%
Recettes centres d'appel	1 708,5	2 251,3	+ 31,8%

Source : Office des changes

de base est actuellement soumis à de fortes pressions à la hausse. Les raisons de cette situation sont multiples mais on peut en citer quelques unes : les conditions climatiques défavorables, notamment la sécheresse en Australie et en Ukraine, qui ont contribué à une baisse sensible de l'offre ; la vigueur de la demande de certains pays émergents comme la Chine ou l'Inde ; le repli du dollar, monnaie de référence en matière de commerce des produits de base, qui a affecté le pouvoir d'achat des pays exportateurs et amplifié la hausse des prix ; l'effet indirect exercé par la hausse des prix des produits énergétiques qui s'est traduit par une augmentation de la demande des produits agricoles, en vue du développement des agro-carburants. Cette conjoncture internationale défavorable, conjuguée à la sécheresse de 2006-2007 au Maroc qui a limité la production de céréales à seulement

robustesse de l'activité dans les pays émergents (Chine, Inde, Brésil ...). Mais la crise des subprimes, déclenchée en 2006 et apparue clairement sur la scène financière internationale en février 2007, est venue aggraver les pronostics sur l'ampleur et les effets réels, au niveau mondial, du ralentissement économique américain. Le lundi 21 janvier dernier, l'ensemble des principales places boursières de la planète – à l'exclusion de celle de New York, fermée pour cause de jour férié – a vécu une chute des cours jamais enregistrée depuis le 11 septembre 2001, à telle enseigne que bon nombre de spécialistes n'hésitent plus à parler de krach financier. Les milieux économiques européens, mais également asiatiques, semblent prendre la situation au sérieux et ne cachent plus leur intention de chercher, au plus vite, les moyens de se prémunir contre les effets possibles de la crise.



mande mondiale de pétrole a augmenté de 1,1% en 2007 et devrait progresser de 2,5% en 2008. Pour l'avenir, la robustesse de la demande de pétrole et l'offre limitée, conjuguée à la faiblesse du volant de capacités inutilisées permettent de retenir pour hautement probable un maintien des cours à des niveaux élevés. D'ailleurs, et c'est un signe sérieux, les contrats à terme décembre 2009 se sont négociés à 88 dollars.

Les prix des produits agricoles et des produits alimentaires ont connu une forte poussée dans un contexte de faible niveau des stocks et sous l'effet de la vigoureuse demande émanant des pays émergents.

De manière générale, les perspectives d'évolution de l'activité économique mondiale demeurent favorables, les risques pesant sur ces mêmes perspectives étant considérés comme orientés à la baisse. ■